

## LA CRISE VA-T-ELLE CONDUIRE À UN NOUVEAU PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT ?

Philippe Hugon

De Boeck Supérieur | « Mondes en développement »

2010/2 n° 150 | pages 53 à 67

ISSN 0302-3052

ISBN 9782804161057

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2010-2-page-53.htm>

Pour citer cet article :

Philippe Hugon, « La crise va-t-elle conduire à un nouveau paradigme du développement ? », *Mondes en développement* 2010/2 (n° 150), p. 53-67.  
DOI 10.3917/med.150.0053

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## La crise va-t-elle conduire à un nouveau paradigme du développement ?

Philippe HUGON<sup>1</sup>

Les grandes crises sont des moments de ruptures non seulement des trajectoires des sociétés mais aussi des paradigmes qui les fondent ou les reflètent. Il en est ainsi aujourd'hui avec la fin de la position dominante du "consensus de Washington" dont parle Williamson (2008), le rôle croissant des discours sur le modèle asiatique de développement, les nouvelles légitimations de l'intervention régulatrice de l'État (Krugman, 2008), les débats sur le développement durable et la croissance verte ou ceux sur les reconquêtes des marchés intérieurs dans un contexte de chute du commerce mondial et de la croissance tirée par les exportations. Après avoir rappelé en quoi le consensus de Washington était une rupture avec les fondements de l'économie du développement, nous verrons en quoi la crise actuelle conduit à une refondation de l'économie du développement et en quoi la sortie de la crise se fait par le haut ou conduit seulement à des aménagements marginaux.

### 1. LE CONSENSUS DE WASHINGTON EN RUPTURE AVEC L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

Le consensus de Washington des années 1980-90 a été un changement de paradigme en rupture avec l'économie du développement (Hugon 2009).

#### 1.1 *Les fondements de l'économie du développement (1945-80)*

Les années d'après-guerre ont conduit à la construction de l'économie du développement. La pensée économique dominante anglo-saxonne était alors keynésienne ou classico-keynésienne (synthèse entre la macroéconomie keynésienne et la microéconomie néoclassique de Hicks, Hansen, Samuelson...). L'économie du développement s'est constituée en prolongeant, voire en critiquant, la synthèse classico-keynésienne : tels l'excédent structurel de l'offre de travail, la divergence entre les prix du marché et les coûts sociaux, le rôle des institutions

---

<sup>1</sup> Professeur émérite d'économie, Paris Ouest Nanterre, ECONOMIX. philippehugon@neuf.fr

dans les comportements, l'importance des séquences entraînant et des déséquilibres dans le processus de croissance, les effets d'asymétrie dans la spécialisation internationale.

Le rôle prééminent de l'État dans le développement et comme instance majeure de *régulation socio-politique* était légitimé par un ensemble d'arguments. Selon un courant *dépendantiste*, les économies en développement sont intégrées dans un processus de domination des anciennes métropoles et de mondialisation porteuse de distorsions et conduisant à des désarticulations internes. L'État doit permettre un développement auto-centré ou endogène, un contrôle du capital étranger et la constitution d'écrans vis-à-vis du marché mondial. Selon un courant *structuraliste*, les économies en développement se caractérisent par des rigidités, par des blocages structurels et par des goulets d'étranglement. Dès lors, les prix du marché ne peuvent jouer le rôle d'ajustement des variables. En raison des asymétries internationales, la base de l'accumulation doit se faire par import substitution. L'inflation est liée aux rigidités structurelles et n'est pas un phénomène monétaire. Les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre des séquences entraînant, créer de nouveaux avantages comparatifs. Selon un courant *post-keynésien*, la mise en œuvre des politiques stabilisatrices par l'État, des politiques sélectives et sectorielles, est essentielle dans des environnements caractérisés par des chocs et par de fortes instabilités et où l'environnement n'est pas optimal. La constitution de l'État-nation et le projet d'un État moderniste constituaient les points de référence.

Selon les fondateurs de l'économie du développement, le commerce international peut entraver le développement. Pour Nurkse (1959, 26) "les idées de symétrie, de réciprocité et de dépendance mutuelle qui sont associées à la théorie traditionnelle du commerce international s'appliquent de façon tout à fait discutable aux relations commerciales entre le centre et la périphérie." L'insertion dans l'économie internationale ne peut avoir d'effets positifs que sous certaines conditions. Il importe de construire les avantages comparatifs, notamment par un protectionnisme sélectif. Il faut compenser les volatilités des prix par des mécanismes stabilisateurs. Les ensembles régionaux permettent de réaliser des industries de substitution en jouant sur les économies d'échelle. La mise en place d'un droit du développement et d'un dualisme juridique selon les niveaux de développement doit prendre en compte les asymétries et s'opposer au principe de réciprocité. L'aide est appelée à jouer un rôle central.

Les théories de la *substitution d'importation*, défendues notamment par la CEPAL (Prebisch, Singer), requièrent un protectionnisme aux frontières nationales ou régionales sur des secteurs stratégiques, un financement par les exportations de produits primaires et une attractivité des investissements directs étrangers (IDE) par des filiales-relais contournant les barrières protectionnistes. Elles s'inscrivent dans la logique de protection des industries dans l'enfance avec des mesures protectionnistes justifiées par des effets d'apprentissage ou des externalités technologiques. Elles impliquent un élargissement du marché et une

remontée en gamme dans les chaînes de valeur par un report de la protection sur de nouvelles productions. Elles supposent des marchés régionaux pour des petits pays. Elles avaient été mises en place en Amérique latine comme réponse à la grande crise de 1929. Dans l'ensemble, elles ont après-guerre largement réussi en Asie de l'Est, connu des réussites dans les grands pays d'Amérique latine avant de se heurter à des blocages et d'échouer en Afrique.

## ***1.2 Le consensus de Washington, l'ajustement, la libéralisation et l'ouverture extérieure (1975-80/2000)***

À la fin des années soixante-dix, s'observe un changement de paradigme. Le consensus de Washington a signifié la normalisation, voire la fin de l'économie du développement. Bien entendu, au-delà du modèle standard, des variantes apparaissent dans le corpus et dans l'application des mesures en liaison avec les contextes des pays du Sud et les contrepois des pouvoirs politiques.

### *Les ruptures historiques*

Dans un contexte de crise et d'endettement devenu permanent, à partir des années 1970, les analyses en termes réels sont remises en question. On constate l'échec, ou l'utopie, du nouvel ordre économique international (NOEI). Il y a, à la fin de la décennie 1980, effondrement des systèmes socialistes en Europe de l'Est et fin de la guerre froide dans le Tiers-monde. La montée des instabilités, l'autonomisation de la sphère financière ou la gestion de la dette conduisent alors à privilégier les équilibres macro-financiers et les ajustements du court terme aux dépens des projets de développement de longue période.

### *Les ruptures de la théorie et de la pensée économique*

L'économie s'est instrumentalisée, technicisée, spécialisée en sous-disciplines, autonomisée vis-à-vis des autres sciences. Elle est devenue amnésique en faisant l'impasse de l'histoire de la pensée et des faits. Les auteurs de référence sont Friedman (monétarisme), Laffer et Mundell (économie de l'offre), Lucas, Sargent, Wallace, Bruno (nouvelle économie classique avec anticipations rationnelles), Krueger et Bhagwati (*rent seeking*). L'analyse du rôle de l'État et des politiques publiques s'est réalisée dans le cadre du *public choice* (Hugon, 2009). La modélisation et l'instrumentation ont joué un rôle essentiel (du fait de la révolution informatique). Les travaux en économie du développement ont privilégié l'individualisme méthodologique et les tests empiriques ; ils s'intéressent plus au comment qu'au pourquoi et davantage à l'analyse du fonctionnement des sociétés qu'à l'explication de leurs mutations structurelles. L'économie du développement s'est diluée en sous-spécialités économiques. Il demeurerait, certes, une pensée keynésienne originale, mais l'effondrement de l'hégémonie keynésienne correspond à l'épuisement du *Welfare State* et de l'État Providence ; la dévalorisation du Marxisme était liée aux échecs des socialismes en acte. L'incohérence entre la macroéconomie keynésienne (expliquant les

déséquilibres par la rigidité des prix) et la microéconomie (supposant la flexibilité des prix permettant l'allocation des ressources) a conduit à un rejet de la première et à une réécriture en termes de comportements individuels, de marchés particuliers et d'anticipation rationnelle. Pour beaucoup, l'économie du développement était devenue une simple application du corpus orthodoxe universel au contexte des économies en développement. Lorsque le marché acquiert un statut d'universalité, que l'ordre spontané l'emporte sur l'ordre décrété et que la rationalité substantielle devient l'axiomatique, l'économie s'autonomise et l'économie du développement perd sa spécificité.

### *Le consensus de Washington*

Dans ce contexte de dominance de la pensée *mainstream*, deux facteurs expliquent le rôle du consensus de Washington, même s'il y a souvent forte distance entre les politiques préconisées et leurs fondements théoriques. Le premier facteur résulte de la montée en puissance de l'idéologie libérale et de la croyance dans les marchés autorégulateurs et à l'inefficacité des politiques publiques (théorie des anticipations rationnelles). La théorie des marchés efficients suppose que les prix des biens et des actifs reflètent les valeurs et que les marchés sont auto-régulateurs dès lors que l'environnement juridique est satisfaisant. Au libéralisme économique s'est ajouté un libéralisme politique fondé sur une tradition ancienne mais renouvelée, notamment par Rawls et Sen. Critiques de la tradition *welfariste* et utilitariste, ils introduisent un idéal démocratique et la justice sociale en complément de la liberté. Selon le consensus de Washington, les trois grands principes universels sont l'économie de marché, l'ouverture économique et la discipline macroéconomique. Dix principales composantes définissent la bonne politique : la discipline fiscale, la réorientation des dépenses publiques vers la croissance "*pro poor*", les réformes fiscales, la libéralisation des taux d'intérêt, un taux de change compétitif, la libéralisation commerciale, l'attractivité des IDE, la privatisation, la déréglementation et les droits de propriété.

Le second facteur explicatif tient à la focalisation sur les seules crises financières du Sud. L'endettement des pays pauvres et l'éclatement de bulles financières dans les pays émergents ont conduit à une concentration de l'analyse sur les seules crises au Sud et des pays émergents (crise mexicaine 1994, asiatique 1997, russe 1999, brésilienne, argentine 2001) et à les déconnecter de la dynamique du capitalisme financier mondialisé. Les crises sont analysées comme résultant du non-respect des équilibres financiers. Les mesures standards préconisées étaient la dévaluation, la hausse des taux d'intérêt, la réduction des déficits budgétaires. Les politiques de stabilisation et d'ajustement étaient fondées sur des modèles standards soit monétaristes, soit d'absorption d'inspiration post-keynésienne. Face aux résultats mitigés des politiques d'ajustement, l'accent a été mis ensuite sur *l'environnement institutionnel*, la bonne gouvernance avec des fondements néo-institutionnalistes. Chaque économie nationale est alors traitée séparément, avec

non-prise en compte des déséquilibres du Nord et des interdépendances asymétriques entre les pays capitalistes développés, les pays émergents et ceux pris dans les trappes à pauvreté et abstraction faite de la mondialisation du capitalisme financier. De nombreuses failles sont apparues dans le consensus de Washington et une pensée du post-ajustement (Ben Hammouda, 1999) ou du post-consensus de Washington (Stiglitz, 1998) a émergé.

### **1.3 Des modèles de croissance différemment tirés par les exportations et l'ouverture extérieure**

Les argumentaires de la croissance tirée par les exportations reposent soit sur des arguments libéraux soit sur des politiques volontaristes industrielles et de construction des avantages comparatifs. Les marchés nationaux sont trop étroits pour permettre des économies d'échelle et des jeux de concurrence. Il importe d'avoir une protection flexible qui se reporte graduellement sur les produits à haute valeur ajoutée complémentaire des politiques de soutien de l'agriculture et d'indépendance alimentaire. Au contraire, l'analyse libérale du rôle positif de l'ouverture reposait sur plusieurs arguments : la théorie de la spécialisation liée aux avantages comparatifs, l'utilisation efficiente des ressources dans un marché élargi, l'accès aux facteurs et aux marchandises rares ou indisponibles, les effets de concurrence et de réduction des rentes, l'attractivité des capitaux et des firmes multinationales. Les travaux économétriques montrent plutôt un effet positif entre ouverture et croissance par des effets directs (Sachs, Warner, 1995) ou indirects par les institutions et les relations de proximité (Rodriguez et Rodrik, 2000). Par contre, les relations entre ouverture, développement et réduction de la pauvreté étaient moins significatives (CNUCED, 2004). Aussi apparaît-il nécessaire de prendre en compte les effets de seuil et les trappes à pauvreté. Les effets positifs attendus par la théorie pouvaient être nuancés si l'on raisonne en concurrence imparfaite en introduisant les pouvoirs de marché, les différences entre les centres et les périphéries, les liens entre les pouvoirs économiques et politiques, les concurrences déloyales et l'asymétrie de pouvoir entre les acteurs.

La multiplicité des *tests économétriques*, rendus possibles par l'amélioration rapide des techniques, conduit *in fine* à relativiser la plupart des relations robustes en introduisant un nombre important de variables. Des effets de seuil liés à des trappes à pauvreté apparaissent de manière significative pour les pays les moins avancés. Les recettes préconisées se font au cas par cas et le comparatisme devient une méthode privilégiée pour observer la pluralité des trajectoires et des contextes socio-historiques et socio-politiques des sociétés des Suds.

Les pays pauvres et rentiers, mal spécialisés dans les chaînes de valeur en cours de marginalisation, subissant les effets des instabilités des cours des matières premières étaient plutôt en voie de marginalisation, voire de "spécialisation appauvrissante". Au contraire, les pays asiatiques mettaient en place des

stratégies de construction des avantages compétitifs, pratiquaient une combinaison de politiques macro-orthodoxes, de volontarisme des politiques industrielles et commerciales. La diffusion des IDE et des diasporas dans un espace régional favorisait à la fois une contagion de la croissance et une régionalisation par les flux commerciaux et financiers. La croissance asiatique a été peu dépendante de l'entrée des capitaux jusqu'en 1997 et encore moins ensuite, puisque l'Asie en a été exportatrice. Elle a bénéficié de la dynamique du commerce extérieur des marchés américains et régionaux en changeant de spécialisation, mais de nombreux travaux (Chaponnière, 2010 ; Rodrik, 2008) montrent que l'industrialisation et les investissements ont joué un rôle plus décisif dans la croissance. Le consensus de Washington a fait l'objet de critiques de la part des pays africains, latino-américains ou asiatiques<sup>2</sup>.

On observait, avant la crise, un écart croissant entre le discours des économistes libéraux et les acteurs de la vie économique, à commencer par les chefs d'entreprise, sachant que le capitalisme suppose dans les pays en développement un État fort, même si leurs pratiques consistent le plus souvent à les contourner par évasion fiscale et stratégie transnationale utilisant les places *off shore* et les paradis fiscaux. En réalité, il existait différentes variantes du modèle de développement tiré par les exportations. Pour les pays africains, il a été le résultat du consensus de Washington et des programmes d'ajustement structurel (PAS). Dans ce cas, ce modèle a mis l'accent sur la stabilité macroéconomique et l'ouverture, sans être appuyé ni par des réformes structurelles ni par une diversification des exportations. C'est ce qui explique ses limites. Pour les pays d'Asie, il a été mis en place par les États et a été appuyé par de profondes réformes structurelles qui ont accru la compétitivité nationale et qui expliquent ses succès. Le cas de l'Amérique latine se situe entre les deux.

## 2. LA CRISE MONDIALE ET LA REFONDATION D'UN NOUVEAU PARADIGME

Avant même l'éclatement de la crise, de nombreuses failles étaient apparues et posaient la question du post-consensus de Washington (Ben Hammouda, 1999 ; Boyer, 1999). La crise a accéléré ce questionnement en montrant les limites de la mondialisation et en conduisant à des politiques des pouvoirs publics largement recentrés sur des marchés intérieurs.

### 2.1 *La mondialisation du capitalisme*

L'ouverture commerciale, l'internationalisation de la production, l'instantanéité de l'information et la globalisation financière ont modifié la donne mondiale. La financiarisation du capitalisme résulte des trois D (désintermédiation par

<sup>2</sup> Cf. le débat sur le rapport de la Banque mondiale *East asian Miracle* financé par le Japon.

titrisation, déréglementation, décloisonnement des marchés financiers). Les innovations financières ont accru à l'infini la palette des produits avec couverture et partage des risques. La complexification croissante des services, favorisée par la révolution informatique, s'est assortie de dérivés hors règles prudentielles. La valorisation du capital s'est déplacée vers les produits financiers. Le capitaliste financier ne prête plus à l'entrepreneur pour se partager le surplus entre intérêt et profit face à la pression sur la rémunération du travail. L'entrepreneur et le salarié sont, selon des positions asymétriques, sous le diktat des actionnaires, sous la menace de fermeture d'entreprise et de baisse des salaires ou de licenciement. Ce processus a généré des taux de rentabilité financière sans lien avec ceux d'une rentabilité durable des entreprises. Le ROE (*Return of Equity*) est devenu l'impératif conduisant à un raccourcissement de l'horizon des investisseurs (Hugon, Michalet, 2007). La fuite en avant de l'économie d'endettement a fondé la dette non sur les revenus des agents emprunteurs mais sur l'anticipation de la valorisation de leurs actifs avant que la bulle n'éclate (Aglietta, Ragot, 2009 ; Bourguinat, Briyis, 2009). Cet endettement est en phase avec les sociétés consuméristes du toujours plus et du gaspillage. Dans ce contexte, les matières premières, stratégiques pour les pays en développement, sont devenues des produits financiers avec jeu spéculatif sur les marchés et report comme valeurs refuges. Il en résulte de fortes instabilités des prix des produits primaires d'exportation comme des produits de première nécessité ou des biens alimentaires.

Il y a déplacement du centre de gravité du capitalisme et montée en puissance des pays et territoires émergents. Le *contexte mondial* des vingt dernières années a remis en question les paradigmes qui ont fondé les relations Nord/Sud. Dans les travaux dépendantistes, les périphéries connaissent un blocage de l'accumulation et un échange inégal. Dans les analyses néo-libérales, la spécialisation selon la dotation factorielle devait favoriser la croissance et le déficit d'épargne au Sud devait être comblé par l'investissement extérieur et le commerce. Or, les excédents d'épargne et des comptes courants des pays émergents et pétroliers (Chine, Japon, pays pétroliers) sont la contrepartie des déficits structurels, notamment des États-Unis.

Les pays du Sud représentent en parité de pouvoir d'achat (PPA) la moitié du PIB mondial. Historiquement, les pays d'Asie ont été entraînés dans un processus de croissance régionale par le biais de firmes, au départ japonaises, et par le rôle de la diaspora chinoise. En revanche, les pays en développement sont demeurés principalement des fournisseurs de produits primaires du sol et du sous-sol pour les pays émergents et développés. Les pays méditerranéens sont dans une position intermédiaire. Ils ont peu bénéficié de la diffusion par l'Europe d'un modèle de croissance par les transferts de technologie, les investissements directs ou une ouverture des marchés sur des produits industriels permettant une montée en gamme. Ils ont rarement été capables de construire de nouveaux avantages comparatifs et de maîtriser l'ouverture



extérieure par une combinaison de politiques macroéconomiques rigoureuses et de politiques sélectives industrielles (Ben Hammouda et *al.*, 2009 ; Hugon et Michalet, 2007).

## 2.2 *La crise mondiale : moment de rupture de paradigme ?*

La crise économique et financière de 2008 et 2009 a été un moment de rupture du trend de l'économie mondiale, mais aussi de la pensée économique. On a observé une forte chute du commerce mondial en 2008 et 2009 du fait de la baisse de la demande des pays du premier monde industriel suivie de celle du second monde émergent, de la chute du financement du commerce, de la baisse en valeur des produits primaires. Alors que les exportations des pays émergents et en développement se réduisaient, leurs importations résistaient relativement. On estime que les flux mondiaux d'IDE ont été divisés par deux entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2009. La baisse a été de -60% dans les pays développés, de -40% dans les pays en transition et de -25% dans les pays en développement. La crise a conduit à des mesures d'injection de liquidités évitant un *credit crunch* et des politiques de fort déficit public. Les pays pauvres ont bénéficié de fonds publics de la part des banques régionales ou des institutions de Bretton Woods. Le non-découplage observé au début entre le Nord et le Sud a conduit à des trajectoires contrastées du Sud. En même temps, l'imprudence des banques a fait place à leur impudence au niveau des profits et des rémunérations. La privatisation des gains s'est accompagnée d'une socialisation des pertes et des risques. Les bulles immobilières et boursières et les hausses des prix des matières premières comme valeurs spéculatives sont réapparues. Le PIB des pays en développement, après avoir crû de 1,9% en 2009, devrait en 2010 avoir une croissance moyenne de l'ordre de 5%.

### *La crise financière, le retour (de) et le recours à Keynes*

Il y a relatif consensus sur les trois principales causes retenues par N. Stern (2009) : la déréglementation financière, le gonflement de la bulle immobilière aux États-Unis et l'accumulation d'épargne forte en Asie liée aux déficits américains. En revanche, les économistes s'opposent sur le poids des facteurs économiques et financiers explicatifs, sur le caractère multidimensionnel ou non de la crise, sur sa nouveauté par rapport à celle de 1929, sur sa dimension territoriale, en particulier sur la place des Suds dans la crise.

Le spectre de la crise de 1929 a été et demeure dans tous les esprits, même si les banques centrales ont réinjecté des liquidités et si les États ont financé des plans de relance. Les dettes des agents (ménages, entreprises) se sont déplacées vers les États. Les déséquilibres demeurent importants entre les pays à déficit d'épargne et ceux à excédents ; les risques du "chacun pour soi" et du protectionnisme (par les normes, la monnaie) sont grands.

Keynes est redevenu d'actualité. Il est au cœur des analyses de la crise de Paul

Krugman (2008). Selon le keynésianisme, face aux marchés non régulateurs, aux trappes à liquidité et à la spéculation, facteur d'instabilité, les politiques monétaires sont insuffisantes. Il y a nécessité de mesures fiscales et de relance de la demande par des politiques de dépenses publiques. Le contexte est aujourd'hui éloigné du monde keynésien au moins de cinq points de vue. Il n'y a pas excès de l'épargne et insuffisance de la demande effective globale, sauf en Chine ; l'excès de la demande permise par le crédit, à commencer par les États-Unis, et qui s'est manifesté par des bulles des prix des actifs, correspond à un excès de l'offre, spécialement en Chine. On note une disjonction entre la mondialisation du capitalisme et les régulations politiques qui demeurent nationales. Les logiques court-termistes et volatiles des marchés s'opposent aux effets d'inertie des structures productives ou des infrastructures. Le modèle d'accumulation du premier et du second monde n'est pas compatible avec la rareté des ressources non renouvelables de la planète. L'architecture internationale héritée de la Deuxième Guerre mondiale et exprimant le pouvoir du premier monde n'est pas en phase avec l'émergence de nouvelles puissances. La crise actuelle est, ainsi, la première crise mondiale.

#### *La crise économique*

Les principaux débats concernant la crise économique ont réactualisé des auteurs et des analyses parfois oubliés du premier monde développé : théorie de la sous-consommation de Sismondi et Malthus, théorie des rendements décroissants d'inspiration malthusienne, cycles de long terme à la Kondratieff ou Schumpeter en termes d'épuisement de vagues d'innovations, combinaison de la suraccumulation et la dévalorisation du capital à la Marx, réduction du rythme de progrès de productivité dans une société de services à la Fourastié. Les références à Braudel et à ses analyses de crises liées aux déplacements des centres de gravité du capitalisme sont présentes dans les débats. Chacun de ces référents permet d'entrevoir les issues pour la sortie de la crise : économie quaternaire par des services de proximité, investissement dans la recherche et le capital humain, appui aux *start up* pour favoriser l'innovation et le risque entrepreneurial, relance des grands travaux publics à la Keynes, croissance verte et "*green tech*" à partir d'économies d'énergies et d'énergies renouvelables. Ces référents concernent, pour l'essentiel, le premier monde capitaliste développé, alors que la crise a une dimension mondiale.

#### *Une crise mondialisée aux effets différenciés selon les pays et les régions*

L'économie-monde fonctionne avec ses asymétries, ses inégalités, ses centres et ses périphéries, mais aussi ses montées en puissance des pays émergents (Ben Hammouda et *al.*, 2009 ; Gretha, 2008). Les canaux de transmission de la crise ont été d'autant plus intenses que les économies sont interdépendantes et peu réglementées. Toutes les économies ont été touchées par le canal financier, par la baisse des investissements directs, par la chute du commerce international.

L'émergence de nouvelles puissances, surtout d'Asie et de pays pétroliers, a modifié la donne, tant sur le plan financier (importance des réserves de change) que réel (taux de croissance de 7-8%). Le recentrage par les pays émergents de leurs économies sur des dynamiques endogènes et la reconquête des marchés intérieurs sont permis par les énormes excédents d'épargne. Si la thèse du découplage entre la croissance des pays industriels et des émergents a été infirmée au début de la crise, elle semble largement confirmée pour les grandes économies asiatiques. La mondialisation de la crise fait que l'éclatement des bulles peut provenir aussi de pays émergents (Dubai, Chine).

Les pays en développement subissent les effets de la baisse des transferts financiers et des prix des matières premières tout en développant leurs relations avec les pays émergents. La crise actuelle s'ajoute à d'autres crises structurelles, alimentaires, écologiques, sécuritaires ou sociales. Les crises alimentaires continuent d'être aggravées par les instabilités des marchés. Les convoitises, gaspillages, voire pillages, des ressources du sol, de la mer et du sous-sol s'accroissent. Les créations de liquidité permettent aux opérateurs de spéculer sur les marchés des matières premières. Les effets négatifs de la reprimarisation et de la malédiction des matières premières sont plutôt renforcés.

Au-delà de ce constat global, les *régimes de développement* sont liés aux régimes d'accumulation (rentière, extensive, intensive) en relation avec des profils institutionnels, à la vulnérabilité économique et financière plus ou moins forte et aux politiques publiques internationales et nationales. Ces régimes s'inscrivent dans des interdépendances asymétriques entre les grands pays émergents comme la Chine et l'Inde, les moyens (exemple du Brésil) ou petits pays émergents et les pays en développement. La Chine, et à un degré moindre l'Inde, ont des relations inégales en achetant les matières premières, tout en exportant grâce à leurs avantages compétitifs (niveau du yuan, coûts salariaux, niveau technologique, politique forte de l'État) une gamme de produits rendant difficile une industrialisation des pays en voie de primarisation et de tertiarisation. Ils disposent d'une importante armée industrielle qui pèse sur les salaires et sont compétitifs à la fois dans les produits capitalistiques à niveau technologique élevé et dans les produits bas de gamme *labor intensive*.

#### *Une crise planétaire environnementale*

La crise traduit les ruptures d'un mode de développement des pays industriels et les impasses des modèles mimétiques des pays émergents. La planète est finie, ses ressources sont rares et les technologies les économisant ne sont pas à la hauteur des enjeux. Le modèle de développement des pays industriels et émergents n'est ni supportable ni généralisable. Les travaux de Nicholas Stern (2009) ont montré les risques et les coûts des changements climatiques. Un modèle alternatif de croissance verte à partir de la valorisation du capital naturel, de la prise en compte de l'empreinte écologique, des technologies vertes et énergies renouvelables, des émissions et des captations de gaz à effet

de serre (GES) est proposé sur la scène internationale (Hugon, 2010).

#### *Renouveau de l'économie et de la mesure du développement*

Ces référents renouent avec les fondements de l'économie du développement en réintroduisant le facteur nature dans la croissance et le développement. Les prix de marché ne reflètent que de manière très imparfaite la valeur des ressources naturelles ; ils n'intègrent pas les externalités ; ils sont volatils sur des marchés surréactifs. Il faut prendre en compte la valeur d'existence et d'option du capital naturel. Les prix de référence des projets doivent à la fois refléter les vraies raretés et les conflits de valeur. Si des marchés de quotas "*cap and trade*" sont possibles pour des biens homogènes tels le CO<sub>2</sub>, ils ne le sont pas pour des patrimoines multifonctionnels comme la biodiversité et la forêt. La valorisation suppose une confrontation par un débat public des systèmes de valorisation et un choix politique. La théorie de l'échange inégal peut être transposée dès lors que les prix des produits exportés par le Sud ne couvrent pas les coûts sociaux et environnementaux induits par leur production (empreinte écologique, contenu en ressources rares et non renouvelables, destruction de biodiversité) (Martinez-Alier, Cabeza-Gutes, 2001).

Un projet de développement est une arène où se négocient, se confrontent des pratiques d'acteurs pluriels ayant des ressources, des objectifs, des intérêts et des représentations diverses avec des jeux de ruse, de détournement des "bénéficiaires" par rapport aux "donateurs". Les critères quantitatifs d'évaluation sont ainsi multiples : croissance économique, productivité globale des facteurs, indice de Gini, empreinte écologique, émission de GES, transformations institutionnelles peuvent être retenus. Il importe de mesurer autrement la croissance. Le produit national net (PNN) proposé par la commission Stiglitz permet d'intégrer la dépréciation du capital naturel et humain, ce que ne permet pas le PNB. Certains préconisent des indices composites combinant le PIB avec les indicateurs d'empreinte écologique et de développement humain. On peut chercher à construire des indicateurs plus qualitatifs intégrant le bien-être, le bonheur, la qualité de vie. Cette bataille du chiffre et de la mesure conduit à relativiser et revisiter le modèle occidental et à rompre définitivement avec la vision du sous-développement retard, supposant le rattrapage des attardés ou celle des écarts entre les bons et les mauvais élèves de la classe internationale.

#### *Quelle sortie de crise et nouveaux régimes de développement ?*

Des déséquilibres structurels demeurent, notamment entre la Chine ayant des excès d'épargne, sous-évaluant sa monnaie et disposant d'importantes réserves en \$, et les États-Unis cumulant les déficits publics et limitant leur niveau de consommation. Summers parle de "l'équilibre financier de la terreur" entre les États-Unis et la Chine. Cette dernière a, jusqu'à présent, maintenu sa politique du yuan faible favorisant les exportations aux dépens de la demande intérieure

et conduisant à une balance commerciale excédentaire et à une balance interne positive (épargne/investissement). Mais elle accompagne cette politique externe d'investissements dans les nouvelles technologies (400 milliards \$ pour les énergies renouvelables), la reconquête du marché intérieur. Dans la plupart des pays du Sud, la Chine et l'Inde jouent en partie un rôle de relais quant à la demande de produits primaires. Les politiques de dépenses publiques et de déficit ont, dans l'ensemble, permis une reprise de la croissance. On n'observe pas de changement significatif dans la spécialisation internationale.

La crise a relégitimé le rôle de l'État, des plans de relance par les déficits publics et des injections de liquidité. Elle a ainsi mis entre parenthèses l'orthodoxie financière. Les politiques de relance se heurtent à deux principales limites : les politiques nationales ne sont pas à la mesure de la crise globale et posent des problèmes de coordination. La prise de conscience de l'impasse d'un modèle énergivore, générateur d'inégalités, n'assurant pas le renouvellement des ressources rares et créant des maux publics mondiaux est une opportunité pour révolutionner les modes de production et de consommation et réduire les inégalités. Une relance par l'économie verte est possible pour le second monde émergent et le Tiers-monde.

#### *Vers une reconquête des marchés intérieurs ?*

Hugon et Salama (2010) rappellent que certains pays du Sud, principalement en Amérique latine, ont connu une croissance élevée à l'occasion de la crise des années 1930 : "Plus exactement, après quelques années de crise, les mesures prises pour protéger le pouvoir économique des grands exportateurs ont paradoxalement permis un essor important de la production de biens qui se substituaient aux importations rendues difficiles. En d'autres termes, la production de biens en remplacement des importations grâce au maintien d'une demande solvable, elle-même conséquence des aides accordées au secteur exportateur, a impliqué une salarisation de travailleurs provenant de la campagne, à l'époque peu monétarisée. La monétarisation croissante a pris le relai de la demande des exportateurs et l'a amplifiée, valorisant la production pour le marché interne qui se constituait".

Les autorités de Bretton Woods préconisent des politiques de relance avec déficits publics et mise en œuvre de politiques contra-cycliques allant à l'encontre des principes orthodoxes. On observe dans les Suds des changements importants de politiques de libéralisation commerciale et d'ouverture, même si tout est mis en œuvre pour éviter le repli sur soi du protectionnisme. Les pays émergents combinent des conquêtes de marché, des politiques industrielles et technologiques créant de nouveaux avantages compétitifs et des mesures sociales en vue de reconquérir des marchés intérieurs. Les plans de relance visent dans de nombreux pays à reconquérir les marchés intérieurs. C'est le cas en Chine, en Inde ou au Brésil. La baisse des exportations a favorisé des dépenses d'infrastructure, voire, comme au Brésil,

une hausse des salaires. Les politiques de *substitution d'importations* et les politiques publiques et industrielles actives sont, à nouveau, d'actualité. La question se pose dans les pays d'industrialisation tardive et pris dans des trappes à pauvreté de savoir comment faire des remontées en gamme de produits face à la concurrence des grands pays émergents disposant des économies d'échelle, et d'une armée industrielle de réserve nationale ou régionale. L'ouverture extérieure est comme une bosse de ski. Elle accélère la vitesse des bons skieurs et fait chuter les moins bons. La reconquête des marchés intérieurs suppose une réduction des inégalités, notamment par des réformes agraires ou fiscales qui renvoient à des conflits de classes.

### *Vers un nouveau paradigme d'économie du développement ?*

On note, sur le plan analytique, une grande convergence entre les théories du développement et les nouvelles théories économiques, qu'elles se réfèrent à la nouvelle économie internationale, à la nouvelle économie géographique ou à la croissance endogène. Le cadre analytique est celui de la concurrence imparfaite, des asymétries d'information, des rendements d'échelle, des externalités et des effets d'agglomération. Le contexte est celui d'un univers incertain où les acteurs ont des pouvoirs asymétriques.

Les nouvelles analyses structuralistes prennent en compte, dans la tradition de l'économie du développement, les asymétries internationales, les blocages structurels, les liens entre répartition et accumulation ou la nature des biens et services échangés (biens salariaux et biens de luxe). Mais elles raisonnent en économie ouverte (contrainte de compétitivité, rôle de l'attractivité des capitaux et des techniques), lient la stabilisation financière de court et de long terme. Les liens entre inégalités de revenus et croissance sont relativisés en fonction des contextes internes et internationaux et du rôle des politiques économiques et sociales. Sur le plan normatif, les stratégies de développement supposent des combinaisons de politiques macroéconomiques orthodoxes et de politiques industrielles volontaristes. Le comparatisme analytique et empirique est central pour contextualiser les théories et les thérapies. Fondamentalement, l'économie du développement suppose la mise en relation des trajectoires nationales et la régionalisation et la mondialisation dans un monde en voie de multipolarisation.

## CONCLUSION

Le questionnement des modes de développement concerne les pays capitalistes développés comme le second monde émergent et les pays en développement. La sortie durable de crise signifie la fin d'un modèle de référence supposé généralisable : celui du consommateur insatiable vivant à crédit à côté de ceux qui manquent du nécessaire, celui d'un système financier déconnecté et valorisant le seul référent de l'argent, celui du modèle énergivore et non respectueux de l'écosystème. Ceci implique à la fois une réforme du capitalisme

financier et de l'architecture internationale et la construction de trajectoires de développement plurielles. Les modèles d'action reposent sur des rationalités et des valeurs diverses. L'émergence de l'innovation au sein de représentations symboliques multiples est un problème universel qui a trouvé des réponses dans des cultures dissemblables. Les modes de développement sont à la fois pluriels et interdépendants. Les sociétés construisent différemment leur modernité. Le développement consiste à épanouir les potentialités et les capacités propres aux hommes et aux sociétés. Il est universel comme projet, mais les potentialités et les capacités sont multiples, "enveloppées" dans des contraintes asymétriques, et conduisent à des trajectoires distinctes. Le capitalisme financier et la crise renforcent les interrogations.

## BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M., RAGOT S. (2009) *Crise et rénovation financière*, Paris, Odile Jacob.
- BEN HAMMOUDA H (1999) *L'économie politique du post-ajustement*, Paris, Karthala.
- BEN HAMMOUDA H., SADNI JALLAB M., BCHIR H. (2009) *La crise : origines et perspectives*, Paris, Ellipses.
- BOURGUINAT H., BRIYIS E. (2009) *L'arrogance de la finance aux sources du krach : errements des marchés, myopie de la théorie et carences de la régulation*, Paris, La découverte.
- BOYER R. (1999) L'après consensus de Washington : institutionnaliste et systémique ? *L'année de la régulation*, n°5.
- CHAPONNIÈRE R. (2010) La crise en Asie, in Hugon P., Salama P. (dir.).
- CNUCED (2004) *Rapport 2004 sur les PMA*, Genève.
- GRETHA, CNRS, IRD (2008) L'émergence : des trajectoires aux concepts, Colloque Bordeaux, 27-28 novembre.
- HUGON P. (2010) L'économie verte est elle possible pour les pays en développement, *Les Cahiers français*, avril.
- HUGON P. (2009) *L'économie du développement et la pensée francophone*, Paris, AUF/EAC.
- HUGON P., MICHALET C.-A. (dir.) (2007) *Les nouvelles régulations de l'économie mondiale*, Paris, Karthala.
- HUGON P., SALAMA P (dir.) (2010) *Les Suds dans la crise*, Paris, Armand Colin.
- KRUGMAN P. (2008) *Pourquoi les crises reviennent toujours ?*, Paris, Le Seuil.
- MARTINEZ-ALIER J., CABEZA-GUTES M. (2001) L'échange écologiquement inégal, in Damian M., Graz J.-C. (dir.) *Commerce international et développement soutenable*, Paris, Economica.
- NURKSE R. (1959) *Patterns of trade and development*, Stockholm, Wicksell Lectures.
- RODRIGUEZ F., RODRIK D. (2000) Trade Policy and economic Growth. A Skeptic's Guide to cross-national Evidence, NBER, *Macro economics annuals*.
- RODRIK D. (2008) *Nations et mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé*, Paris, La découverte.
- SACHS I., WARNER A. M. (1995) Economic Reform and the Process of Global Integration, *Papers on economic Activity*.

- STERN N. (2009) *The global Deal Climate and the Creation of a New Era of Progress and Prosperity*, Public Affairs.
- STIGLITZ J. (1998) Towards a New Paradigm for Development: Strategies, Policies and Processes, Prebisch Lectures at UNCTAD, Genève.
- WILLIAMSON J. (2008) A short History of the Washington Consensus, in Serra N., Stiglitz J. (eds) *The Washington Consensus reconsidered. Towards a new global Governance*, Oxford University Press.

\*\*\*